

## **Le gouvernement Lecornu II conforte l'emprise d'Emmanuel Macron sur Matignon**

*di Mariama Darame*

S'il fallait une preuve supplémentaire qu'Emmanuel Macron conserve son emprise sur Matignon, [la composition du gouvernement « Lecornu II »](#) en est l'ultime manifestation. A l'issue d'une entrevue de trois heures à l'Élysée, dimanche 12 octobre, le chef de l'Etat et son premier ministre, Sébastien Lecornu, ont dévoilé, peu avant 22 heures, par un communiqué de la présidence (et non par une allocution du secrétaire général de l'Élysée), les 35 ministres appelés à affronter dès la mi-octobre, à l'Assemblée nationale, deux motions de censure de La France insoumise (LFI) et du Rassemblement national (RN).

Sébastien Lecornu propose une version remaniée de son premier casting gouvernemental, jugé trop macroniste et qui l'avait conduit à la démission au bout de quatorze heures, le 6 octobre. Cette fois-ci, il dépolitise la présentation de sa copie. Il s'agit là d'« *un gouvernement de mission* », « *au-delà des intérêts personnels et partisans* », « *pour donner un budget à la France avant la fin de l'année* », a défendu sur X le locataire de Matignon.

Si l'Élysée affirmait, vendredi, « *donner carte blanche au premier ministre* », Emmanuel Macron a poussé Sébastien Lecornu à composer son gouvernement avec un mélange de profils hétéroclites, en provenance de la société civile, des grands corps de l'Etat et du camp macroniste. Une formule appliquée lors de son premier quinquennat, où peu de ministres disposaient d'un capital politique important.

Figures de proue du gouvernement Lecornu II, les ministres issus de la société civile font leur retour comme l'ancien patron de la SNCF Jean-Pierre Farandou, nommé au travail, l'ex-présidente du Fonds mondial pour la nature (WWF) Monique Barbut, à la

transition écologique, et [l'ancien PDG de Système U Serge Papin](#), qui obtient un grand ministère des petites et moyennes entreprises (PME), du commerce, de l'artisanat et du tourisme.

Il y a aussi ces hauts fonctionnaires reconnus dans leurs écosystèmes et associés au pouvoir macroniste. Le préfet de police de Paris, Laurent Nuñez, succède au président du parti Les Républicains (LR), Bruno Retailleau, au ministère de l'intérieur, l'ex-directeur général de l'enseignement scolaire Edouard Geffray remplace l'ex-première ministre Elisabeth Borne à l'éducation nationale. L'ancienne conseillère au sein du pôle diplomatique de l'Élysée Alice Rufo devient ministre déléguée auprès de la ministre des armées et des anciens combattants.

### **Proximité avec Macron**

Sébastien Lecornu a voulu « *faire émerger de nouveaux visages* », soutient-on dans l'entourage du premier ministre, où l'on vante une équipe renouvelée aux « *deux tiers* ». Mais dix-huit d'entre eux étaient déjà présents dans les gouvernements Barnier, Bayrou ou Lecornu I. Catherine Vautrin passe ainsi du ministère du travail et de la santé aux armées, Jean-Noël Barrot reste aux affaires étrangères comme Rachida Dati à la culture. Benjamin Haddad (Europe) ou Maud Bregeon (porte-parole) font leur retour après leur passage éclair au gouvernement de Michel Barnier. Les deux ministres de Bercy restent inchangés : les macronistes Roland Lescure (économie) et Amélie de Montchalin (comptes publics) seront en première ligne pour nouer les compromis parlementaires.

Ces ministres ont presque tous un point commun. Leur proximité ou leur redevabilité envers le locataire de l'Élysée. Mais ils incarnent aussi ce déphasage de l'exécutif avec la configuration de l'Assemblée nationale, malgré la nomination d'une dizaine de parlementaires. Sans majorité, le gouvernement s'expose à l'hostilité croissante des partis dans un Palais-Bourbon morcelé. « *A chaque fois que le président de la République a utilisé ses pouvoirs propres, notamment celui de l'article 8 de la Constitution [sur la nomination du premier ministre et du gouvernement], cela a conduit à des gouvernements de pure confiance présidentielle, et donc exclusive de la confiance parlementaire. Et les trois gouvernements mort-nés depuis juin 2024*

*prouvent que cela ne suffit pas à garantir la stabilité* », observe le professeur de droit public à l'université Panthéon-Assas Denis Baranger.

La promesse d'un gouvernement resserré formulée par Sébastien Lecornu n'a pas été tenue. Le locataire de Matignon prend la tête d'un attelage de 34 ministres. Anticipant les critiques, Matignon promet désormais que les cabinets ministériels seront moins étoffés. Sébastien Lecornu s'arrange avec une autre règle qu'il s'était lui-même fixée : l'absence de présidentiables au sein de son gouvernement. Son ami Gérard Darmanin, qui s'est déjà positionné pour l'échéance de 2027, a finalement été conforté Place Vendôme. Le ministre de la justice, en concurrence avec la juriste Anne Levade, se met « *en congé de toute activité partisane* » dont l'animation de son mouvement, Populaires, pour se maintenir au gouvernement.

Alors que le socle commun est exsangue, le gouvernement Lecornu II parvient à maintenir les apparences. Malgré les oukases des chefs de parti de la droite et du centre – Gabriel Attal (Renaissance), Edouard Philippe (Horizons), Marc Fesneau (MoDem), Bruno Retailleau (LR) et Hervé Marseille (Union des démocrates et indépendants, UDI) – réticents à une participation au gouvernement, l'Élysée et Matignon ont multiplié les débauchages, prospérant sur les divisions internes de ces formations et l'appétit de certains élus pour la vie en ministère.

### **Division totale à droite**

Parmi la trentaine de membres du gouvernement, onze sont issus du parti présidentiel, Renaissance, six de LR, quatre du MoDem, trois d'Horizons et un de l'UDI. L'ancien premier ministre Manuel Valls est ainsi évincé au profit de la députée (Horizons) du Val-d'Oise Naïma Moutchou (outre-mer), qui est allée à l'encontre de la ligne édictée par son parti. Le président du groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (LIOT), Laurent Panifous – un socialiste en rupture de ban – obtient le portefeuille stratégique des relations avec le Parlement.

A droite, la division est totale. Dimanche, l'ancien ministre de la santé Yannick Neuder avait signifié qu'il refusait de retourner Rue de Ségur. A contrario, sa collègue (LR) à l'agriculture, Annie Genevard, a préféré rester à son ministère, aux côtés de Rachida Dati (culture) et de Philippe Tabarot (transports), les deux autres ministres

démissionnaires de la droite. Trois autres députés de LR ont également intégré le gouvernement. La sentence du parti dirigé par Bruno Retailleau ne s'est pas fait attendre. Les six ministres en question ont été exclus dès dimanche soir du parti.

*« Le périmètre politique du gouvernement s'est encore rétréci, sur la gauche et sur la droite. Et les salves de débauchages et d'exclusions ne présagent pas d'une relation apaisée avec les partis »*, avance le député centriste (LIOT) d'Eure-et-Loir Harold Huwart.

La survie de ce gouvernement dépend plus que jamais de la mansuétude du Parti socialiste (PS) alors que le reste de la gauche promet sa chute. Abandon de l'utilisation de l'article 49.3 (qui permet au gouvernement de faire adopter des textes sans vote), mesures en faveur du pouvoir d'achat et suspension *« immédiate et complète »* de la réforme des retraites... Autant d'éléments qui devront figurer dans la déclaration de politique générale du premier ministre, mardi à 15 heures, pour que le PS envisage de l'épargner.

Le chef du gouvernement a prévu de réunir ses ministres dès lundi après-midi pour leur dicter la marche à suivre en vue de la présentation du projet de loi de finances en conseil des ministres, mardi matin, au retour d'Egypte d'Emmanuel Macron.

Consigne a été passée par Matignon auprès des ministres sortants et entrants d'abrégier les traditionnelles passations des pouvoirs, entre 11 heures et 14 heures, *« sans presse, sans discours, sans invitations extérieures »* et dans l'enceinte des ministères. Le gouvernement Lecornu II prend des airs de non-événement, même pour ses protagonistes.